

Notes et Etudes documentaires, n° 4567-4568,
17 avril 1980.



ÉQUATEUR : LES LENDEMAINS D'UNE RÉFORME AGRAIRE

Emmanuel FAUROUX (*)

L'économie de l'Equateur, le plus petit des pays andins, traditionnellement fondée sur l'agriculture, a très tôt évolué vers une nette spécialisation territoriale de la production.

La Costa, vaste plaine littorale, chaude et humide, peu pénétrable et longtemps sous-peuplée, s'est orientée, dès la fin du XVII^e siècle, vers une agriculture d'exportation (cacao, café et banane, principalement) directement articulée sur le marché mondial.

La Sierra, où une succession de petits bassins d'altitude (plus de 2 500 m) se trouvent enclavés entre deux très hautes cordillères sensiblement parallèles, se caractérise par une grande diversité de sols et de climats. Depuis les temps pré-incaïques, l'essentiel du peuplement s'est concentré dans cette région. Au cours de l'époque coloniale, les meilleures terres irriguables et mécanisables furent progressivement monopolisées par les grandes exploitations, alors que les communautés indigènes étaient souvent refoulées vers les pentes soumises aux gelées et à l'érosion.

L'Oriente amazonien, avant les récentes vagues de colonisation spontanée, était à peu près inhabité (1,5% de la population nationale en 1950, sur près de la moitié des surfaces totales).

Depuis les débuts du XIX^e siècle, l'économie équatorienne avait évolué selon le schéma très classique caractérisant la plupart des pays agro-exportateurs, avec une alternance de « booms » sur certains produits, et de longues périodes de reflux, conduisant à de laborieux réajustements des systèmes de production. Mais les fluctuations demeuraient surtout sensibles dans la Costa, plus directement articulée au marché mondial, et, lors de chaque ralentissement conjoncturel, des masses de chômeurs misérables affluaient à Guayaquil et à sa périphérie.

Les années cinquante avaient marqué l'apogée, pour le pays, du modèle agro-exportateur : la production et l'exportation de la banane, et, plus secondaire-

(*) Chargé de recherche à l'Office de la recherche scientifique outre-mer (ORSTOM).

10 AVRIL 1981

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 207 ex 1

Cpte : B

ment, de café et de cacao, manifestaient de constants progrès. Après 1961, cependant, la tendance devint plus hésitante et ne tarda pas à s'inverser. Les causes de ce retournement parurent suffisamment sérieuses pour que l'on en vint à remettre en cause l'ensemble du modèle agro-exportateur de développement : un effort cohérent fut alors entrepris pour restructurer profondément l'agriculture équatorienne, redéfinir sa place dans l'économie nationale, mettre en place un nouveau modèle de croissance reposant principalement sur l'expansion d'une industrie nationale de substitution d'importations.

Ce type d'évolution ne différait pas radicalement de celui qui a caractérisé vers la même époque de nombreux pays latino-américains. Mais, après 1972, avec les débuts de l'ère pétrolière, l'Etat équatorien va disposer de moyens d'une ampleur inattendue pour contrôler et stimuler l'effort de réorganisation. Il va, de plus, jouir d'une relative autonomie par rapport aux groupes de pression traditionnels dans la mesure où aucun groupe privé national n'a réussi d'emblée à monopoliser la richesse issue du pétrole. L'importance de l'Etat équatorien dans l'économie et l'agriculture nationales va devenir telle que de nombreux observateurs ont pu parler de l'apparition d'une forme relativement originale de capitalisme d'Etat.

L'histoire de ce projet de restructuration, de sa difficile réalisation et de son échec relatif présente donc un intérêt particulier, à un moment où la plupart des schémas classiques de développement se trouvent remis en cause.

Le projet de restructuration de l'agriculture équatorienne

Au début des années soixante, l'agriculture équatorienne figurait parmi les plus anachroniques du continent latino-américain. Les rapports de production n'avaient guère évolué depuis l'époque coloniale : la main-d'œuvre rurale était composée de travailleurs « précaires » dont l'essentiel de la rémunération était constitué non par un salaire, mais par un droit d'usufruit sur une petite parcelle, cédée par l'employeur. Les modalités de ce droit variaient selon les usages locaux, mais toutes permettaient aux propriétaires fonciers d'utiliser une main-d'œuvre quasi-gratuite (voir annexe). La logique du système ne consistait pas à maximiser l'intensité du prélèvement sur chaque individu, mais à multiplier le nombre de personnes faisant l'objet du prélèvement. Les gains en productivité n'étaient pas recherchés. Ils étaient même, quelquefois, redoutés, surtout dans la Sierra où tout changement était porteur de risques sociaux. Les propriétaires absentéistes n'attendaient de leur exploitation que des revenus réguliers, leur permettant de se livrer en toute tranquillité à leurs activités principales, urbaines le plus souvent.

La faiblesse de la production se trouvait aggravée par la très insuffisante adaptabilité du système. Certes, dans les périodes de forte demande mondiale pour un produit local comme le cacao et, plus tard, la banane, le système avait pu augmenter fortement son offre, mais au prix de défrichements intenses, désordonnés et irréfléchis qui causèrent souvent des dommages irréversibles au milieu naturel. Et l'apparition soudaine d'une période de mévente débouchait inexorablement sur des crises de surproduction aux conséquences dramatiques (1). De même, la nécessité d'adaptations techniques pour faire face à une situation inattendue (l'apparition d'une maladie nouvelle s'attaquant aux plants de cacao, par exemple) faisait ressortir la désespérante impuissance d'un système fondé massivement sur l'emploi des techniques les plus traditionnelles.

Pourtant, vers 1960, il devint urgent d'augmenter fortement l'offre intérieure de produits agricoles, notamment pour alimenter un marché urbain en vertigineuse croissance.

L'essor démographique de l'Equateur au cours de l'après-guerre est, en effet, spectaculaire : la population est passée de 3 202 000 habitants en 1950 à 6 553 000 en 1974. La population de Quito, qui stagnait aux environs de 150 000 habitants, doubla en quelques années pour atteindre 335 000 habitants en 1960, puis 620 000 en 1975, avant de dépasser le million — si ce rythme se poursuit — entre 1985 et 1990. La progression de Guayaquil est encore plus rapide : 160 000 habitants en 1938, 510 000 en 1962, plus d'un million en 1975.

Il convenait donc de nourrir cette population nouvelle qui avait cessé de contribuer à la production agricole, et de la nourrir à bon marché afin de ne pas compromettre le démarrage d'une activité industrielle urbaine encore très fragile.

Ces nécessités allaient dans le sens du courant « desarrolliste » qui se développait alors à l'échelle du sous-continent. Après la Conférence Panaméricaine de Punta del Este, en août 1961, la création de l'« Alliance pour le Progrès » symbolisait le retournement de la politique des Etats-Unis à l'égard des économies latino-américaines : le nouveau courant réformateur paraissait disposé à privilégier l'avenir économique de la petite paysannerie qui, jusqu'alors, avait été entièrement abandonnée à son sort.

Ces thèmes trouvaient en Equateur des échos favorables dans des milieux extrêmement divers. La bourgeoisie industrielle et financière souhaitait l'élargissement du marché intérieur et le maintien des coûts de production à leur niveau le plus bas. Les mouvements syndicaux, surtout structurés en milieu ouvrier, voulaient une réforme agraire attribuant la terre aux paysans, notamment pour ne pas avoir à affronter l'arrivée massive, sur le marché du travail urbain, de paysans prolétarisés prêts à accepter n'importe quel salaire. La fraction éclairée de la classe des propriétaires fonciers, bien placée par rapport aux leviers du

(1) Voir en particulier les massacres de Guayaquil qui, en 1922, 1945 et 1968, ont suivi de quelques mois les débuts de crises de surproduction.

pouvoir, savait qu'une généralisation du salariat permettrait une diminution des coûts et, surtout, de substantiels gains de productivité. Certains d'entre eux procédèrent même spontanément, sur leurs terres, à de mini-réformes agraires précoces (2). Celles-ci permirent d'éliminer la main-d'œuvre permanente excédentaire, tout en fixant, à la périphérie de l'exploitation, une importante réserve de force de travail susceptible de maintenir sur les salaires une forte pression vers le bas, tout en servant, le cas échéant, de main-d'œuvre temporaire de complément.

L'arrivée au pouvoir, en juillet 1963, d'une junta militaire moins liée que les gouvernements précédents aux oligarchies terriennes traditionnelles, et très directement appuyée par le Département d'Etat, devait permettre les premières réalisations réformistes, marquées par la promulgation, en juillet 1964, d'une première loi de réforme agraire. Avec les premières exportations de pétrole, en août 1972, l'ampleur des projets change d'échelle. Le gouvernement du général G. Rodriguez Lara succède à la précédente junta militaire (3) et résume l'essentiel de ses objectifs explicites dans son *Plan intégral de transformation et de développement* (1973-1977). Il s'agit d'« accélérer l'élimination de la pauvreté en rompant avec la structure agraire traditionnelle ; ... (d') augmenter l'offre intérieure de produits alimentaires ... ; (de) stimuler l'expansion des exportations agro-pastorales ; ... (d') intégrer les activités agro-pastorales dans le processus d'industrialisation... ».

En définitive, il s'agissait non seulement de redistribuer la terre, mais encore de « créer un processus de changement graduel et ordonné des structures dans les domaines économiques, culturels, sociaux et politiques ». Quant à l'agriculture proprement dite, il convenait de « consolider et étendre le marché interne grâce à un accroissement de la demande de produits manufacturés émanant du monde rural et à l'accroissement de l'offre de produits agricoles » (4).

L'essentiel de l'effort portait ainsi :

- sur une réforme agraire visant à redistribuer plus équitablement la terre, mais aussi à instaurer de nouveaux rapports de production plus efficaces ;
- sur une réorganisation de l'appareil d'Etat afin de faciliter son action directe sur l'agriculture nationale ;
- sur une modernisation de l'infrastructure.

(2) Les premières d'entre elles paraissent avoir eu lieu dès le début du XX^e siècle, lorsque la construction du chemin de fer de Quito à Guyaquil rendit possible un notable développement des forces productives, puisqu'un marché aux dimensions nationales s'ouvrait pour les exploitations les plus dynamiques jusqu'alors confinées dans un horizon purement local. D'autres survinrent quelques années avant la véritable réforme agraire, notamment dans le Cotopaxi (San Agustin de Callo) et dans l'Imbabura (Angochagua).

(3) G. Rodriguez Lara a conservé le pouvoir de février 1972 à janvier 1975. Pour cette période, cf. C. Collin-Delavaud, « Dix années de politique équatorienne », *Problèmes d'Amérique latine* XLI, Notes et études documentaires, n° 4316 à 4318, pp. 21-33.

(4) *Lineamientos fundamentales del Plan integral de transformación y desarrollo*, Quito, 1972.

La réforme agraire

La première loi de réforme agraire de juillet 1964 fut précisée et complétée par une nouvelle loi d'octobre 1973. Elle portait essentiellement sur deux points fondamentaux : une redistribution plus équitable de la terre et l'instauration de nouveaux rapports de production.

Vers une redistribution de la terre

La profonde inégalité de la distribution de la terre en Equateur, avant les récentes réformes, apparaît nettement dans le tableau I.

TABLEAU I. — LA DISTRIBUTION DE LA TERRE
DANS LA SIERRA ET LA COSTA EQUATORIENNES EN 1954 ET EN 1974

Taille des exploitations agricoles	1954				1974			
	Nombre d'exploitations		Surface agricole		Nombre d'exploitations		Surface agricole	
	total	en %	en hectares	en %	total	en %	en hectares	en %
moins de 1 ha	92 400	26,9	46 000	0,8	144 700	29,3	63 000	0,9
1 à 5 ha	159 300	46,3	386 200	6,4	198 400	40,2	468 300	6,9
5 à 10 ha	36 200	10,5	271 500	4,5	53 000	10,7	364 300	5,3
10 à 20 ha	21 400	6,2	294 300	4,9	38 500	7,8	520 400	7,6
20 à 50 ha	19 400	5,6	591 500	9,9	35 600	7,2	1 087 400	15,9
50 à 100 ha	8 300	2,4	547 200	9,1	14 200	2,9	897 100	13,1
100 à 500 ha	5 800	1,7	1 156 300	19,3	7 900	1,6	1 416 300	20,7
500 à 1000 ha	700	0,2	464 700	7,7	800	0,2	507 000	7,4
plus de 1000 ha	700	0,2	2 242 000	37,4	600	0,1	1 511 400	22,2
Total	344 200	100	5 999 700	100	493 700	100	6 835 500	100

Source : recensement agro-pastoral, 1954 et 1974.

Ainsi, en 1954, 73,2% des exploitations ne recouvraient que 7,2% des surfaces agricoles, alors que 2,1% des exploitations, les plus grandes, en accaparaient 64,4%, presque les deux tiers. L'inégalité était encore plus marquée dans la Sierra où 2,6% des exploitations possédaient 71,5% des surfaces alors

que 0,3% des exploitations (dont la taille dépassait 500 ha) en détenaient 48,7%.

La situation concrète était encore plus brutale que ne l'indiquent ces chiffres. En effet, la plupart des petits exploitants n'étaient pas propriétaires, de sorte qu'ils ne pouvaient disposer que d'une partie de la production finale, cette partie subissant d'ailleurs des prélèvements supplémentaires du fait des structures de distribution. Dans la Sierra, la distribution de l'eau était encore plus inégalitaire que celle de la terre : les haciendas, principalement localisées dans les fonds de vallée et les parties relativement planes, monopolisaient l'irrigation ; les petites exploitations, par contre, étaient le plus souvent confinées sur les versants abrupts, non mécanisables et soumis à une intense érosion. Dans la Costa, la majorité des petites exploitations étaient difficilement accessibles, le réseau routier, encore symbolique, desservant en priorité haciendas et plantations.

En ce qui concerne l'amélioration de la distribution de la terre, la Réforme agraire avait trois objectifs principaux :

- L'abolition des tenures précaires, les « précaristes » devant recevoir la propriété des terres qu'ils cultivaient jusqu'alors contre le paiement d'une redevance. Cependant, la loi prévoyait deux échappatoires pour le propriétaire : le paiement d'une « juste » indemnité au tenancier et le *reasantamiento*, c'est-à-dire l'attribution, pour ne pas gêner l'exploitation principale, d'une parcelle aux caractéristiques similaires, mais située hors de l'emplacement initial.

- Pour éviter la généralisation de systèmes de production de type minifundiaire, divers obstacles légaux devaient s'opposer à la fragmentation des petites propriétés. On se proposait, d'autre part, de procéder à une « intégration coopérativiste » des petites exploitations individuelles, selon des modalités qui restaient à préciser.

- Enfin, le droit de propriété cessait, en principe, d'être considéré comme un droit absolu. Il convenait désormais d'en respecter la « fonction sociale », de sorte qu'il devenait possible, sous certaines conditions, d'exproprier les domaines insuffisamment mis en valeur, ceux qui seraient exploités d'une manière incompatible avec la vocation naturelle des sols, et même ceux qui se trouveraient situés dans des zones « soumises à une forte pression démographique » (articles 30 et 31 de la loi de 1973).

L'instauration de nouveaux rapports de production

Les rapports de production « précaires » ayant fait la preuve de leur mauvaise rentabilité, les promoteurs de la restructuration agricole souhaitaient d'abord procéder à une généralisation du salariat, ensuite à la mise en place d'entreprises coopératives.

Vers la généralisation du salariat

Les réformateurs en attendaient au moins trois effets positifs : des gains de productivité, la création d'un marché de la main-d'œuvre rurale et l'élargissement du marché intérieur des produits manufacturés.

En l'absence d'une véritable rémunération du travail, la contrainte avait dû tenir lieu d'incitation dans les grandes exploitations traditionnelles, imposant un lourd appareil d'encadrement et de répression. Dans ces conditions, les travaux routiniers pouvaient s'accomplir tant bien que mal ; on compensait par le nombre la faible productivité de chaque travailleur. Mais il était à peu près impossible d'innover, de mettre en œuvre des comportements productifs nouveaux, des changements de rythme.

Le passage des grandes exploitations au salariat ne devait pas entraîner une hausse des coûts de production aussi importante qu'on aurait pu le craindre. En effet, devenus propriétaires de leur lopin, les anciens travailleurs précaires se trouvaient fixés à la périphérie des haciendas. Comme leur micro-exploitation ne leur permettait pas de subvenir à leurs besoins, ils devraient continuer à proposer leurs services. L'abondance de cette main-d'œuvre potentielle devait suffire à maintenir les salaires à un bas niveau.

Par ailleurs, on espérait que se formerait progressivement un véritable marché du travail alimenté en permanence par les précaristes expulsés — avec ou sans indemnisation — de leur lopin, et, de façon saisonnière, par tous les nouveaux petits propriétaires contraints d'obtenir des revenus complémentaires. Ainsi, les flux de l'offre s'ajusteraient progressivement aux flux de la demande. La mobilité de la main-d'œuvre s'en trouverait accrue, favorisant l'élimination des très fortes disparités régionales de salaires et permettant l'expansion des frontières agricoles dans les zones pionnières de la Costa et de l'Oriente amazonien, freinée jusqu'alors par la rareté de la force de travail.

Le versement de salaires à des gens qui, autrefois, n'avaient pratiquement pas accès à la monnaie, devait, enfin, permettre leur irruption sur le marché des produits manufacturés, coup de fouet indispensable au développement d'une activité industrielle nationale, seule capable d'offrir des emplois aux masses urbaines.

Vers la mise en place d'entreprises coopératives

Dès le début des années soixante, avec l'appui de l'USAID, apparaissent dans la Costa et surtout dans la province de Guayas, quelques coopératives expérimentales : il s'agit d'étudier la possibilité d'intégrer les petites exploitations (on ne parlait pas encore de *minifundio*, dans cette zone, car l'accès à la terre y était aisé) et de mettre au point un système de production plus efficace qui pourra se substituer aux anciens *latifundios* devenus anachroniques. Ces associations de petits producteurs seraient placées dans la dépendance d'organisations étatiques qui leur prêteraient un important appui technique et exerceraient un sévère contrôle par le jeu de l'octroi de prêts et subventions selon les résultats obtenus. Un système très hiérarchisé de fédérations de coopératives

aux niveaux local, régional et national, devait faciliter ce contrôle sans rendre trop pesante l'intervention étatique. On espérait ainsi mettre en place sans grands heurts, un embryon de capitalisme d'Etat capable, à travers le contrôle financier des exploitations, d'imposer les transformations techniques devenues nécessaires. La rentabilité supposée du système devait conduire à sa généralisation spontanée.

La réorganisation de l'appareil d'Etat

Les structures de l'Etat et de l'administration étaient demeurées, en Equateur, très archaïques, malgré l'effort fait, vers 1925, avec la création d'une Banque centrale et d'une administration des Finances selon un schéma directement inspiré du modèle nord-américain.

Après 1955, on cherche à diversifier l'appareil d'Etat afin de lui permettre d'intervenir dans l'économie nationale d'une façon précisément adaptée aux nécessités sectorielles ou locales. De nouvelles entités publiques vont ainsi être créées, les unes à vocation nationale, les autres à vocation régionale ou locale.

Parmi les premières, la *Junta nacional de Planificación* apparaît dès 1956, suivie en 1957 par l'Institut de Colonisation qui deviendra, après 1964, l'IERAC (*Institut de Réforme agraire et de Colonisation*). En 1964, apparaissent aussi la *Mission andine*, destinée à agir sur le développement des communautés indigènes de la Sierra, et le *ministère de l'Agriculture et de l'Elevage* (MAG) qui prend la place de l'ancien « *ministerio de Fomento* » aux attributions moins précises.

Parmi les entités à vocation régionale ou locale, on note l'apparition du CREA (*Centro de Reconversion económica del Austro*) qui concerne trois provinces au sud du pays en 1958, de la *Junta de recuperación de Loja y Zamora Chinchipe* en 1961, du *Centro de rehabilitación de Manabi* (CRM) en 1962, de la CEDEGE (*Comisión de Estudios para el Desarrollo de la Cuenca del Río Guayas*) en 1965, etc.

Les *Projets de Développement intégral* tendent à se multiplier à partir de 1966 : ils visent à créer des structures aptes à mobiliser temporairement des services techniques appartenant à divers ministères dans un petit secteur géographique (canton ou groupement de paroisses le plus souvent).

On a aussi cherché à mettre en place, dans le cadre du MAG, des organismes destinés à concentrer l'assistance technique sur un petit nombre de produits prioritaires (café, blé, banane...) à l'exemple de ce qui avait été réalisé dès 1963, avec la *Dirección nacional del Banano*.

Entre 1960 et 1965, le système bancaire fut lui aussi profondément réorganisé : de nouveaux établissements apparurent, destinés à gérer, dans une

optique de développement agricole, des fonds d'origine publique (Banco de Fomento, Banco de Vivienda, Banco de Cooperativas...). De plus, un nouvel arsenal de règlements destinés aux banques privées devait inciter ou, au besoin, contraindre celles-ci à favoriser l'équipement et la modernisation des exploitations agricoles.

Les Banques devenaient, en définitive, le principal canal permettant la redistribution harmonieuse de la richesse issue du pétrole.

La construction d'une infrastructure moderne

Il s'agissait, en priorité, d'améliorer l'infrastructure de transport et les circuits de commercialisation et de distribution dont l'archaïsme constituait un sérieux goulot d'étranglement. Vers 1960, en effet, le réseau routier était dans un état désastreux : tout l'Orient et le nord de la province d'Esmeraldas demeuraient inaccessibles. Il n'existait même pas de liaison routière permanente entre la capitale et les villes du sud de la Sierra ; plusieurs ruptures de charge étaient nécessaires pour acheminer des bananes de Santo Domingo au port d'Esmeraldas. De plus — et surtout — la situation était catastrophique à l'écart des grands axes, surtout dans la Costa où l'abondance des pluies d'hiver et le mauvais drainage condamnaient chaque année d'innombrables villages à une autarcie de plusieurs mois.

Les frais de commercialisation étaient dans ces conditions considérables et le pouvoir de l'intermédiaire qui se hasardait jusqu'aux villages éloignés devenait sans limites : il pouvait déterminer unilatéralement le niveau des prix, proposer des avances à des taux exorbitants.

La structure des circuits de distribution était complexe : les grandes exploitations disposaient de leur propre service de camionnage à destination du marché ou du port d'exportation ; pour les petits paysans, les réseaux de commercialisation demeuraient extrêmement peu fonctionnels et archaïques. Dans la Sierra, la production du paysan indigène ne rentrait souvent dans le circuit qu'à travers l'institution du *compadrazgo* (littéralement, le « compérage ») qui définissait des rapports étroits de parenté fictive entre, d'une part, le commerçant-intermédiaire, métais le plus souvent, et vivant au chef-lieu paroissial, et, d'autre part, le paysan indigène. Entre paysans et intermédiaire se nouaient ainsi des réseaux denses et complexes de prestations et de contre-prestations dont la livraison de produits agricoles par les premiers ne constituait qu'un élément.

Dans la Costa, les *fomentadores* étaient des propriétaires fonciers, des commerçants ou des patrons de rizerie fournissant des avances, en argent ou en nature, aux petits producteurs et aux travailleurs précaires pour assurer la soudure, les obligeant à passer par leurs fourches caudines au moment de la vente de la récolte.

Ne pouvant encore se substituer entièrement aux intermédiaires, l'Etat voulut, au moins, se donner les moyens de régulariser les flux de commercialisation des produits agricoles, en créant l'ENAC (« *Empresa nacional de Almacenamiento y Comercialización* ») dont la fonction immédiate devait être d'améliorer les capacités de stockage, tandis qu'ENPROVIT (« *Empresa nacional para la Comercialización de productos vitales* ») devait s'efforcer de rationaliser la distribution intérieure des produits agricoles destinés à la consommation alimentaire.

Le projet de restructuration à l'épreuve des faits

A la fin des années soixante-dix, une quinzaine d'années après les premières réformes, il est déjà possible de constater que même les objectifs les plus modestes n'ont pas été atteints. Il est certain, par contre, qu'une nouvelle dynamique s'est mise en place, largement incontrôlée, d'ailleurs peu connue, peu décrite et mal comprise.

Par rapport aux objectifs décrits dans la première partie, les résultats de l'effort de restructuration pourraient se résumer de la façon suivante :

- la distribution de la terre n'est pas devenue significativement plus équitable ;
- les anciens systèmes de production ne se sont pas transformés en systèmes plus productifs et c'est même souvent l'inverse qui s'est produit ;
- il n'y a pas eu formation à l'échelle nationale d'un véritable marché de la force de travail et des produits agricoles.

La nouvelle distribution de la terre

En se reportant au tableau I, les grands traits de l'évolution 1954-1974 se dessinent clairement. La faiblesse de l'amélioration apparaît dans les chiffres suivants : en 1954, 2,2 % des exploitations, les plus grandes, disposaient de 64 % des surfaces ; en 1974, 1,9 % des exploitations disposent encore de 50 % des surfaces. A l'inverse, en 1954, 90 % des exploitations se partageaient 16 % des surfaces ; en 1974, 88 % des exploitations ne disposent encore que de 20,7 % des surfaces. La taille moyenne des petites exploitations, déjà très

basse en 1954 (1,72 ha pour les exploitations de moins de 5 ha) a encore diminué en 1974 (1,55 ha).

Il y a eu cependant des changements importants qui ont touché trois types d'exploitations : les exploitations de plus de 1 000 ha ont perdu beaucoup de leur importance ; le minifundio s'est développé ; les petites *fincas* familiales ont bénéficié du spectaculaire essor de la colonisation spontanée.

Les grandes exploitations

Leur importance a sensiblement diminué : leur nombre est passé de 705 en 1954 à 580 en 1974 (—18%), mais elles ont perdu le tiers (32,6%) de leur surface (38% dans la Sierra, 28% dans la Costa). Leur taille moyenne a en effet nettement diminué : 2 605 ha en 1974 contre 3 180 ha en 1954 pour les plus de 1 000 ha, 317 ha contre 540 ha, pour l'ensemble des plus de 100 ha.

Par ailleurs, des éléments convergents issus d'une récente enquête effectuée par le MAG (5) indiquent que cette diminution s'est poursuivie et s'est même accélérée depuis 1974. Il apparaît, aujourd'hui, que la quasi totalité des *latifundios* traditionnels se sont adaptés, ont disparu ou sont en cours de disparition. La disparition pure et simple est fréquente dans les *latifundios* sous-utilisés de la province de Loja, à l'extrême-sud du pays, et dans tous les secteurs d'agriculture marginale (par exemple dans la zone dite des *paramos* à l'ouest de la province de Cotopaxi).

L'adaptation permet une autre forme d'utilisation du sol ; elle est assez générale dans la Sierra et la Costa : on la retrouve dans la plupart des zones où les conditions de production sont moyennes ou bonnes. En fait, ces variations dans la distribution de la terre correspondent à d'importantes transformations dans les systèmes techniques de production.

La diminution des surfaces

Les grandes exploitations n'ont conservé que les parties réellement utiles de leurs vastes territoires traditionnels, les secteurs relativement plats, irriguables, mécanisables, à altitude modérée, tandis que les pentes, les secteurs les plus hauts et les plus accidentés étaient cédés aux anciens précaristes dans le cadre de la réforme agraire ou vendus à de petits paysans. Parfois, des parties utilisables furent aussi vendues, sous la forme d'« actions » de 30, 40 ou 50 hectares, dans le but de financer un changement d'activité ou un effort de modernisation. Les acquéreurs étaient alors généralement des commerçants aisés enrichis dans le collectage de produits agricoles ou, plus rarement, des petits propriétaires ruraux en voie d'enrichissement.

(5) Cette enquête a eu lieu dans le cadre d'une Convention signée entre le ministère équatorien de l'Agriculture et l'Office de la Recherche scientifique et technique Outre-Mer (France). Les travaux de terrain ont été réalisés entre 1975 et 1978. Cf. indications bibliographiques.

L'exploitation principale, elle-même, a souvent été fractionnée en plusieurs unités de taille moyenne. Parfois, simple fiction destinée à atténuer la rigueur de l'application de la réforme agraire (dans la province de Loja, par exemple, une réglementation particulière rend l'application de la loi moins sévère pour les exploitations dont la taille est inférieure à 100 ha), il s'agissait plus souvent d'une nécessité économique. Compte tenu des usages bancaires qui, sauf rares exceptions, refusent de consentir des prêts trop importants pour une même exploitation, il semble que les conditions optimales de taille se situent selon les régions et les activités entre 100 et 500 ou 600 hectares. Corrélativement, on assiste à la régression de l'absentéisme du propriétaire et les héritiers paraissent avoir tendance à se charger directement de la gestion directe de la partie héritée, alors qu'autrefois, dans la plupart des cas, l'un d'entre eux rachetait l'ensemble des parts pour ne pas diviser l'exploitation.

Dans la Sierra, un bon exemple de cette évolution est donné par le secteur El Angel-La Libertad, à l'extrême nord du pays. Vers 1960, six énormes haciendas totalisaient un peu plus de 10 000 hectares de terres cultivables, en plus d'immenses pâturages d'altitude aux limites imprécises. De ces six haciendas, une a aujourd'hui entièrement disparu, les cinq autres se sont transformées en dix-huit haciendas « adaptées » qui totalisaient 5 436 ha en 1976 : 10 sont d'une taille comprise entre 100 et 200 ha, 3 entre 200 et 500 ha, 5 entre 500 et 1 000 ha. Sur les 4 940 hectares abandonnés à d'autres types d'exploitations, 490 ont été cédés à d'anciens travailleurs précaires, 3 010 ont été vendus à des coopératives de petits paysans ou de paysans sans terres (qui ont cessé toute exploitation collective, dès qu'ils ont reçu les titres individuels de propriété), 940 ont été vendus par petits lots à des individus isolés divers (ils ne travaillaient pas autrefois dans ces haciendas) et 500 ont été attribués à des associations de fait, formées à la suite d'invasions.

Dans la Costa, l'occupation de l'espace par les grands domaines était nettement plus lâche que dans la Sierra. La réduction des surfaces y fut souvent plus brutale, notamment à cause de l'importance dans cette région du phénomène des invasions de terres. L'application du fameux décret 1001 (6) a agi dans le même sens. Entre 1971 et 1975, dans la seule province du Guayas, 61 000 ha furent ainsi expropriés au profit de 5 800 familles (10,5 ha par famille en moyenne), mais le rythme des invasions paraît s'être encore accéléré depuis 1975. La situation est parfois proche de l'anarchie et les affrontements se multiplient entre paysans « envahisseurs » et forces de l'ordre ou milices de propriétaires fonciers, ou même entre diverses catégories de paysans. Les « bavures » sont nombreuses : disparition de certaines haciendas dont la rentabilité économique était acceptable, extension des pâturages sans rapport avec la charge animale réelle, aggravation des tensions entre employeurs et main-d'œuvre locale, démarrage dans des conditions désastreuses des exploitations créées par les « envahisseurs ».

(6) Le décret 1001, promulgué le 15 février 1970, organise l'expropriation des domaines privés situés dans la zone rizicole, qui utilisaient principalement une main-d'œuvre de travailleurs précaires.

Les conséquences pour la main-d'œuvre

Pour s'adapter, les haciendas ont eu tendance, dans la Sierra comme dans la Costa, à limiter leurs besoins en main-d'œuvre et, surtout, en main-d'œuvre permanente. Il s'agissait de diminuer les coûts de production et les risques d'invasion puisque, depuis la réforme agraire, les travailleurs pouvant arguer d'une certaine ancienneté ont des droits sur la terre. Les propriétaires eurent souvent recours à des expulsions anticipées, dans les années immédiatement antérieures à la première loi de réforme agraire, alors que les futurs droits des travailleurs précaires n'étaient pas encore clairement définis. Il y eut encore de nombreuses expulsions après la promulgation de la loi, mais elles firent alors l'objet d'indemnisations, d'un montant presque toujours très bas, il est vrai. Les dix haciendas déjà citées dans la zone de El Angel-La Libertad disposaient en 1963 de 268 « précaristes » ; 95 furent expulsés entre 1963 et 1968 dont 59 avec un petit dédommagement monétaire, 36 sans indemnisation ; 147 reçurent des droits de propriété sur de petites parcelles (de 2,7 ha en moyenne), 26 furent autorisés à acheter en tout 275 ha (soit 8 ha pour chacun en moyenne), à un prix au moins égal à celui du marché.

Une fois « normalisée » et fixée à la périphérie des haciendas adaptées, la population de néo-minifundistes continue à servir de base au recrutement de force de travail pour l'hacienda, mais selon des modalités sensiblement nouvelles :

- Les travailleurs permanents sont devenus très minoritaires. Seuls les permanents spécialisés à forte qualification (conducteurs de tracteurs, mécaniciens...) sont plutôt en augmentation. Pour tous les autres, les effectifs ont subi une décroissance, d'autant plus nette que la spécialisation était faible (les femmes chargées de la traite du bétail ou les bouviers spécialisés ont mieux résisté que les « manœuvres » permanents).

- Dans la Costa, on constate souvent que des tâches « permanentes » font, en fait, l'objet de rapides rotations : le même travailleur occupe rarement la même fonction plus de 2 ou 3 années consécutives, sauf dans les grandes plantations modernes où la stabilité de l'emploi paraît réelle.

- Il n'y a plus de travail gratuit ou quasi-gratuit, mais très souvent, surtout dans les zones les plus traditionnelles de la Sierra, le salaire en monnaie continue à n'être qu'un élément de la rémunération totale : le travailleur permanent reçoit souvent des *asignaciones* (rémunération en nature) sous des formes extrêmement diverses : remise gratuite et quotidienne d'un certain nombre de litres de lait, remise annuelle gratuite de certains produits de la hacienda (pommes de terre par exemple), droit de laisser paître un certain nombre de têtes de bétail dans les pâturages de la hacienda, droit pour les femmes chargées de la traite de conserver pour elles, pendant 5 jours, le lait des vaches qui viennent de vêler...

- Ce sont des travailleurs temporaires qui assurent l'essentiel des tâches non spécialisées ; dans la Sierra, on les recrute sous la forme de *cuadrillas* (petites équipes) en provenance d'autres secteurs géographiques ; on se méfie, en effet, des gens du voisinage qui pourraient être tentés de revendiquer

des droits sur la terre en faisant état de l'ancienneté de leur relation de travail avec la hacienda.

La rupture de ce lien très puissant qui unissait autrefois la hacienda aux petits paysans du voisinage, constitue, surtout dans la Sierra, une véritable révolution sociale de portée incalculable. Depuis plusieurs siècles, en effet, la vie économique, sociale et politique des campagnes y était entièrement polarisée par la hacienda. Les liens étaient infiniment plus complexes que de simples relations de travail : la hacienda offrait divers droits d'usage aux communautés, ainsi qu'une vague protection sociale et politique, variable selon les modalités d'exercice du paternalisme patronal ; en échange, les communautés offraient leur force de travail, de façon quasi-gratuite, et diverses autres prestations : prémices, dons en nature lors de certaines fêtes religieuses...

Dans la Costa, le fait nouveau est constitué par la brusque tension des rapports entre propriétaires fonciers et paysans pauvres du voisinage. Même en l'absence de violence déclarée, la méfiance est de mise et les employeurs ont coutume, désormais, de recruter des migrants temporaires plutôt que des résidents de la zone. Par ailleurs, on voit se généraliser un système jusqu'alors peu employé : l'exploitant ne se charge plus directement du recrutement de la force de travail. Il convient, avec un *contratista* d'un prix forfaitaire pour l'exécution d'une tâche déterminée. Le *contratista* se chargera du recrutement des *cuadrillas* (équipes de travailleurs), de leur encadrement sur le terrain et de leur rémunération aux conditions très dures qu'il a fixées par avance. Il n'y a plus de rapport direct entre le patron et le travailleur direct qui se trouve, en fait, dans une situation d'exploitation nettement plus brutale qu'auparavant.

L'évolution de type « empresarial »

Elle caractérise surtout les secteurs à haute productivité (quelques vallées laitières de la Sierra et les meilleures plantations de banane et de canne à sucre de la Costa) ; elle comporte aussi une sensible réduction des surfaces, mais la mécanisation, relativement forte, diminue encore le recours à la main-d'œuvre salariée. L'élevage n'est pas la seule activité dominante : on note l'importance persistante de certains produits traditionnels (canne à sucre, banane...) et l'importance nouvelle de cultures récemment introduites, telles le palmier à huile et l'abaca (« bananier des Philippines »).

L'extension des activités pastorales a marqué les trois grandes régions naturelles du pays, ainsi qu'en fait foi le tableau II.

L'enquête MAG/ORSTOM, réalisée entre 1975 et 1978, confirme l'idée très répandue selon laquelle les grandes exploitations sont responsables de l'essentiel de ce doublement intervenu en dix ans. Plusieurs estimations portant sur des groupes de haciendas de la Sierra indiquent qu'en 1976 celles-ci consacraient globalement entre 65 et 80 % de leurs surfaces aux pâturages, contre 45 à 60 % aux environs de 1960.

On retrouve des chiffres analogues dans la Costa, mais avec des nuances notables selon les sous-régions.

TABLEAU II. — SURFACES AGRICOLES
 CONSACRÉES AUX PATURAGES EN 1965, 1970 ET 1975 (en hectares)

	1965	1970	1975	Taux d'accroissement de 1965 à 1975
Sierra	842 000	1 046 500	1 461 000	+ 73,5
Costa	466 000	549 000	1 042 000	+ 123,6
Oriente	210 000	285 000	599 000	+ 185,2
Total	1 518 000	1 880 500	3 102 000	+ 104,0

Sources : estimations du département de Statistiques du MAG.

Dans les anciennes zones bananières, l'essor des pâturages a été réduit dans deux cas :

— lorsqu'il a été possible de remplacer la variété Gros-Michel par la variété Cavendish qui exige un ensemble de techniques nettement plus sophistiquées, notamment au niveau de l'irrigation et du conditionnement ;

— lorsque le chef d'exploitation a expérimenté avec succès des cultures nouvelles, telles le palmier à l'huile et l'abaca (notamment dans le secteur de Santo Domingo de los Colorados, le long de l' « axe dynamique » constitué par la route de Quevedo à Quindindé).

Dans la zone rizicole, par contre, les grandes haciendas n'ont connu que deux types d'évolution : celles dont l'activité principale était la riziculture se sont désintégrées en application du décret 1001 ; celles qui pratiquaient plutôt l'élevage ont mieux résisté mais ont dû céder une partie de leurs surfaces sous la pression des paysans sans terres.

Dans le reste de la Costa, le schéma d'évolution le plus répandu a été le suivant : les anciens latifundios ont été amputés de 60 à 70 % de leurs surfaces et transformés en une ou plusieurs exploitations de 300 à 500 ha, presque exclusivement consacrées à l'élevage ; les 30 ou 40 % supplémentaires furent attribués à de pseudo-coopératives constituées par d'anciens précaristes et des paysans sans terres, travaillant, en fait, de façon entièrement individuelle.

Contrairement à l'espoir des réformateurs, la diminution du recours à la main-d'œuvre ne s'est généralement pas accompagnée d'un progrès significatif de la mécanisation. Ce progrès n'apparaît réellement que dans deux types de grandes exploitations : les « entreprises agricoles » et les haciendas situées dans des zones fortement conflictives ; pour ces dernières, il convient de procéder à une mise en valeur généralisée, alors que le recrutement d'une main-d'œuvre, même temporaire, risque de provoquer tensions et affrontements (c'est le cas, notamment, dans la partie centrale de la province de Guayas). En tout état de cause, les taux de mécanisation demeurent très bas, même dans les exploitations considérées comme les plus modernes. Par exemple, dans les cinq haciendas

les plus importantes du secteur de Guaytacama (province de Cotopaxi), connu pour sa pratique d'un élevage intensif, on trouve une moyenne de 1,19 tracteur pour 100 hectares (respectivement 0,25, 1,14, 1,00, 2,85 et 2,29) (7). Tout paraît se passer, souvent, comme si l'amélioration de la productivité avait été recherchée, en priorité, dans la rationalisation de l'effort humain direct, en substituant l'incitation du salaire à celle exercée par les contrôles et l'appareil répressif traditionnels.

Les tentatives pour favoriser le développement d'une structure agro-industrielle n'ont pas véritablement abouti. Les anciennes raffineries de canne à sucre ont poursuivi leur lente croissance. L'industrie laitière a connu un certain « boom », mais l'essentiel des progrès provient soit d'unités de taille moyenne déjà anciennes (notamment dans la région de Latacunga — province de Cotopaxi — où les débuts de la fabrication de lait en poudre remontent à 1935-1936), soit de petites unités semi-artisanales, qui ne constituent qu'un simple appendice de l'exploitation agricole. On note aussi un certain progrès de l'industrie alimentaire et notamment de la confiserie où 10 établissements, créés depuis moins de 10 ans, employaient 295 salariés en 1975 pour un chiffre d'affaire total de 769 000 000 de sucres (8).

Dans l'ensemble cependant, l'agro-industrie équatorienne demeure très sous-développée et n'a réalisé que de médiocres progrès.

Le développement du minifundio

L'extension de son aire spatiale

Elle est discrète dans la Sierra où il occupe depuis longtemps des surfaces considérables et brutale dans la Costa où il était quasiment inconnu (voir tableau III). Par ailleurs, la généralisation du minifundio s'est poursuivie sans que l'essor du mouvement coopératif ne parvienne à tempérer les effets négatifs bien connus que l'on attribue généralement aux exploitations trop morcelées : rentabilité insuffisante, sous-utilisation de la main-d'œuvre, mécanisation impossible, faible compatibilité entre les stratégies des chefs d'exploitation...

Les tailles moyennes de ces petites exploitations ont, par ailleurs, encore diminué entre 1954 et 1974 : dans la Sierra 1,45 ha en 1974 contre 1,60 en 1954 ; dans la Costa 1,82 ha contre 2,29.

La dégradation des systèmes de production

De façon générale, l'extension des surfaces cultivées sous la forme minifundiaire paraît s'être accompagnée d'une détérioration généralisée des systèmes techniques de production mis en œuvre dans ce type d'exploitation.

(7) D'après une étude de C. Arcos et C. Marchan, *Apuntes para una discusión sobre los cambios en la estructura agraria serrana*, Universidad católica, Quito, 1976.

(8) Cf. PRONAREG/ORSTOM, *Diagnostico socio-económico del medio rural ecuatoriano. Documento n° 11. Agro-industria*, PRONAREG, Quito, 1978, 314 p.

TABLEAU III. — ÉVOLUTION DES MINIFUNDIOS (MOINS DE 5 HA)
DE 1954 A 1974, DANS LA SIERRA ET DANS LA COSTA

	Nombre d'exploitations de moins de 5 ha			Surface totale des exploitations de moins de 5 ha (en ha)		
	1954	1974	Taux d'accrois- sement	1954	1974	Taux d'accrois- sement
Sierra	212 200	252 000	+ 18,8	341 700	365 600	+ 7,0
Costa	39 600	91 100	+ 130,0	90 500	165 700	+ 83,1
Total Sierra et Costa	251 800	343 100	+ 36,3	432 200	531 300	+ 22,9

Source : recensement agro-pastoral, 1954 et 1974.

La dégradation des minifundios de la Sierra a souvent été liée au *reasentamiento*. Une majorité de « bénéficiaires » s'est ainsi trouvée rejetée vers les pentes, souvent au-delà des frontières agricoles traditionnelles, provoquant l'apparition d'une agriculture marginale ou infra-marginale dans des zones non irrigables, non mécanisables, durement exposées aux gelées et à l'érosion. Par ailleurs, les dures conditions de vie rencontrées par les minifundistes leur imposent des migrations temporaires de plus en plus longues. Ils négligent donc toujours davantage la mise en valeur de leur petite exploitation, souvent confiée à l'épouse assistée de ses enfants. La mise en valeur devient sommaire et l'on tend à abandonner des tâches culturales considérées comme secondaires, telles le sarclage. De plus, le manque chronique de revenus monétaires interdit évidemment tout recours à fertilisants, engrais chimiques, fongicides, que la sur-utilisation rendrait pourtant nécessaires.

Dans la Costa, les exploitations minifundiaires semblaient démarrer avec de meilleures chances, notamment parce que leur taille y était sensiblement plus grande que dans la Sierra (rarement inférieure à 3 ha). En définitive, leur échec est souvent à rapprocher des difficultés rencontrées par les coopératives qui devaient, théoriquement, regrouper les petits exploitants, récents bénéficiaires de la réforme agraire.

L'échec des coopératives

On connaît au moins trois types principaux de coopératives agricoles de production.

Les premières sont des coopératives formées de petits commerçants, d'artisans et, plus rarement, de paysans aisés. Les associés résident, pour la plupart, au chef-lieu de la paroisse ; ils ont uni leur épargne, dont l'origine n'est pas principalement agricole, pour acheter une petite hacienda ou une partie d'un latifundio en voie de division après héritage, ou, plus rarement pour

financer la colonisation d'une zone de *montaña* (9). On recrutait des métayers ou des journaliers pour les tâches agricoles. Depuis la réforme agraire et la prohibition du métayage, on a plutôt recours à ces derniers. Chacun des associés gère individuellement la partie du domaine collectif qui lui revient. Il existe cependant diverses formes de coordinations entre les associés, notamment pour le recrutement de la main-d'œuvre et les rapports avec les banques. La mécanisation demeure aussi faible qu'ailleurs et les techniques de production les plus traditionnelles continuent à être mises en œuvre.

On rencontre, par ailleurs, de petites coopératives dans lesquelles ce sont, cette fois, de vrais paysans qui se sont réunis pour acheter une partie d'une ancienne hacienda dans des conditions amiables ou conflictives, après invasion par exemple. A la suite de négociations souvent arbitrées par l'Institut de réforme agraire et de colonisation, un prix et des délais de paiement sont fixés. Les échéances sont assurées grâce au produit du travail effectué en commun sur les parcelles acquises. Mais, dès le paiement de la dernière traite, les associés se répartissent la terre et cherchent à obtenir les titres individuels de propriété (10). Il n'y a, dès lors, plus aucun fonctionnement coopératif. Seules les demandes de prêts bancaires sont effectuées en commun, mais l'utilisation en sera individuelle avec tous les inconvénients graves que cela représente : mauvaises estimations, malhonnêtetés, sur-investissement. Les difficultés de remboursement conduisent les établissements bancaires à frapper les récoltes d'embargo, puis à faire saisir les terres. Le petit exploitant en difficulté est tenté de s'ajouter à la masse toujours grossissante des migrants temporaires à la recherche de revenus monétaires. Il délaisse ainsi son exploitation ou la confie provisoirement à des « gardiens » qui la mettent tant bien que mal en valeur reconstituant, en fait, une nouvelle catégorie de précaristes, encore plus misérables que par le passé.

Des coopératives-pilotes, enfin, prototype du modèle souhaité, ont bénéficié d'une assistance exceptionnelle, tant de la part de l'Etat que d'entités très diverses (gouvernements étrangers, organisations internationales de bienfaisance, organisations para-religieuses ou para-syndicales). Malgré les privilèges qui leur furent attribués, malgré d'importantes aides techniques et financières, elles se sont toutes heurtées, au bout de quelques années d'existence, à de graves difficultés : les possibilités de remboursement des associés ont généralement été surestimées et, même dans les cas où il n'y a pas eu d'évidentes erreurs de gestion (beaucoup de coopératives pilotes ont eu, par exemple, tendance à exagérer les premiers investissements mécaniques), on assiste à la défection d'associés attirés, notamment, par les salaires urbains qui permettent des revenus plus élevés.

(9) La *montaña* est un secteur de forêt tropicale humide non défriché.

(10) Pour donner un exemple, dans la province de Carchi, sur les 16 coopératives visitées par les enquêteurs de MAG/ORSTOM, 5 n'avaient eu de fonctionnement coopératif que pendant 2 saisons culturales, 1 pendant 3 saisons, 4 pendant 4 (dont 2 fonctionnaient encore au moment de l'enquête, ce qui laissait présager une durée plus longue), mais 6 d'entre elles n'avaient à aucun moment travaillé en forme coopérative.

L'essor de la colonisation

Les petites et moyennes *fincas* familiales (comprises entre 20 et 100 ha) ont vu leur importance grandir de façon spectaculaire au cours des vingt dernières années avec le déferlement des vagues de petite colonisation spontanée sur les terres basses et vierges de l'Orient amazonien, de la Costa et sur les contreforts de la Sierra.

Dans la Costa, les 16 400 exploitations qui avaient cette taille en 1954 sont devenues 30 000 en 1974 (+ 83 %); leur surface est passée de 700 000 ha environ à 1 194 600 ha (+ 71 %). Dans la Sierra, l'augmentation des surfaces a été relativement plus rapide que celui du nombre d'exploitations, pour cette catégorie de taille : 19 800 exploitations en 1974 contre 11 300 en 1954 (+ 43 %), et 790 000 ha contre 438 000 ha (+ 80 %). L'énorme majorité de cet accroissement concerne d'ailleurs la partie basse des provinces de la Sierra (11).

Mais c'est l'Orient qui, de loin, a reçu l'apport le plus massif de ce type d'exploitations. Les statistiques ne permettent la comparaison qu'avec 1968 : elles font apparaître 10 000 exploitations nouvelles entre 20 et 100 ha, tandis que les surfaces correspondantes ont augmenté de 290 000 ha au cours des six années (alors qu'en 1968, l'ensemble des surfaces agricoles de la région n'atteignait que 380 000 hectares).

Le « boom » bananier des années cinquante et l'ouverture de voies de communication à travers la forêt tropicale, notamment en Amazonie, pour la recherche et l'exploitation pétrolières, ont constitué de forts stimulants à la colonisation spontanée. Au début des années soixante, beaucoup d'observateurs avaient tendance à voir dans ce phénomène la panacée qui permettrait de résorber le trop-plein démographique de la Sierra et de faire progresser substantiellement l'offre de produits agricoles. On pensait aussi que se développerait ainsi la moyenne exploitation familiale que l'on considérait alors comme la formule idéale pour servir de complément à la grande entreprise d'« agrobusiness ». Ainsi, à côté d'ambitieux projets de colonisation dirigée ou semi-dirigée (la plupart ne devaient d'ailleurs jamais voir le jour), l'Institut équatorien de réforme agraire et de colonisation (IERAC) devait exercer son contrôle sur les flux spontanés de petite colonisation, d'une part en prenant à sa charge les procédures d'attribution de droits fonciers définitifs sur des parcelles dont la taille ne pouvait excéder 50 hectares, d'autre part en organisant le regroupement des petits colons en coopératives qui devaient faciliter l'assistance technique, la gestion et la commercialisation.

Les chiffres bruts pourraient laisser croire que les résultats ont été positifs. Cette impression optimiste ne résiste pas à l'analyse et l'apport global de ce type d'exploitations à la production nationale demeure minime, pour un ensemble de raisons qu'il n'est possible, ici, que d'énumérer rapidement.

(11) La plupart des provinces de la Sierra englobent une partie située dans les zones tropicales basses.

Tout d'abord, dans l'immense majorité des cas, le petit colon n'a les moyens — en capitaux et en force de travail — que de mettre en valeur une très petite partie de son exploitation, 5 à 15 hectares le plus souvent ; le reste demeure à l'état de « réserve forestière ».

L'isolement des exploitations et notamment de toutes celles qui ne sont pas « en première ligne » (12), l'absence souvent totale de toute infrastructure digne de ce nom, imposent à la commercialisation des conditions désastreuses qui conduisent à rémunérer le transport à un prix beaucoup plus élevé que le produit lui-même.

Les techniques utilisées par des cultivateurs souvent venus des plateaux et donc peu familiarisés avec l'agriculture tropicale sont le plus souvent mauvaises, largement inférieures, en tous cas, aux véritables techniques traditionnelles acquises par des siècles d'empirisme.

Quant aux conditions matérielles d'existence de la plupart des colons, elles côtoient trop souvent l'extrême limite du supportable, tant est lourd le poids de l'isolement, du dénuement, de la carence de toute assistance. Beaucoup de colons, après quelques années de souffrances, n'y tiennent plus et, malgré le potentiel agronomique de leur *finca* préfèrent la mettre en vente, à un prix dérisoire, dans l'espoir généralement chimérique de tenter une tardive réinsertion dans la zone de départ.

On a fréquemment l'impression qu'en dernier ressort, le passage au stade de colon misérable dans un *respaldo* (13), n'est qu'une étape supplémentaire imposée, en Equateur, au petit paysan en voie de prolétarianisation totale, une sorte de chance supplémentaire qu'on lui propose sans lui donner, en fait, les moyens de la saisir.

Les freins à la constitution d'un véritable marché

La constitution d'un marché « normalisé » de la force de travail et des produits agricoles était l'un des éléments clés de la politique de restructuration agricole. On en attendait l'optimisation des flux et la disparition de l'excessif fractionnement qui s'opposait à la rapide transformation du système.

(12) La colonisation s'opère généralement selon des lignes parallèles à une voie de communication, route, chemin de fer ou cours d'eau ; les premiers arrivés se mettent en première ligne, les suivants en 2^e, 3^e ou 4^e ligne. Selon les normes définies par l'IERAC, chaque ligne a une profondeur variant entre 1 et 2 kilomètres.

(13) Terme générique pour désigner les zones de colonisation qui ne sont pas en première ligne.

L'échec dans la constitution d'un véritable marché du travail

Il paraît tenir principalement à deux phénomènes : les petits paysans ont été paupérisés mais non prolétarisés et de puissants facteurs psycho-sociaux continuent à imposer aux flux de main-d'œuvre agricole des rigidités qui s'opposent au libre fonctionnement du marché.

L'accès à la terre reste possible

En premier lieu, pour une grande masse de petits paysans, la paupérisation n'a pas conduit à une véritable prolétarianisation. Divers mécanismes, directement hérités de la société traditionnelle, permettent au paysan chassé de sa parcelle de ne pas perdre tout accès à la terre : il peut recourir à un « précarisme » intra-communautaire en devenant le métayer ou le locataire, ou l'emprunteur de l'un de ses parents ou d'un membre de sa communauté, trop vieux pour travailler, ou migrant temporaire. Il peut aussi s'adresser à une autre communauté, mais il est devenu imprudent de laisser un métayer inconnu s'installer sur ses terres, puisque, si ce dernier parvient à rester quelques années, il pourra faire valoir son droit d'accéder à la propriété. Quelques communautés, situées aux frontières entre milieux écologiques contrastés, disposent de plusieurs terroirs, par exemple, sur les hautes terres et dans les proches vallées subtropicales (14). Le paysan expulsé de sa parcelle peut toujours tenter d'intensifier la mise en valeur de l'autre partie de son exploitation. Surtout, pour beaucoup de paysans sans terres, la migration temporaire vers la Costa est avant tout l'occasion de la recherche d'implantations nouvelles, toujours possible malgré des difficultés accrues. Le migrant s'installe à la périphérie de l'un des petits centres urbains récemment formés à proximité des zones de colonisation spontanée et, au hasard de ses déplacements, il s'informe des possibilités qui existent pour accéder à la terre par défrichement, métayage, location, achat ou invasion.

La colonisation constitue, en fin de compte, la procédure « normale » pour échapper à la prolétarianisation. Cependant, elle ne permet, le plus souvent, qu'une issue provisoire, puisque la paupérisation, à laquelle elle conduit, atteint rapidement des seuils insupportables.

Des obstacles à la migration demeurent

En second lieu, les flux réels de migration de la main-d'œuvre rurale demeurent marqués par d'importantes rigidités : la plupart des haciendas « adaptées » de la Sierra ne se sont nullement adressées au marché du travail pour recruter leur main-d'œuvre permanente ; elles se sont contentées de choisir les meilleurs parmi leurs anciens travailleurs précaires et elles continuent souvent à ne verser qu'une partie du salaire en monnaie. De plus, Costa et

(14) C'est le cas, notamment, dans la province de Bolivar, sur un axe nord-sud situé à l'ouest de Guaranda, ainsi qu'à Chilla (province de El Oro), Saraguro (province de Loja) et dans le Manabi où les terroirs les plus atteints par la sécheresse ont cherché des zones complémentaires dans les parties plus humides à l'est de la province.

Oriente demeurent des régions très répulsives pour les migrants indigènes de la Sierra qui en redoutent la chaleur, l'humidité et les fièvres. Seules certaines communautés indigènes du Chimborazo, du Cañar et de l'Azuay ont pour habitude de descendre massivement dans les champs de canne à sucre tous proches au moment de la *zafra* (la récolte de la canne).

Les paysans sans terre et minifundistes, blancs ou métis, par contre, ne rechignent guère aux déplacements, même lointains, à condition que la rémunération soit élevée, ce qui les amène fréquemment à refuser les offres du marché local, d'où ce paradoxe que l'on rencontre notamment dans la province du Carchi, où les haciendas ne parviennent pas à recruter de main-d'œuvre sur place, les habitants de la zone émigrant massivement vers l'Oriente quelques mois par an. Elles recrutent alors des *cuadrillas* indigènes, venues parfois d'assez loin, qui acceptent des salaires plus bas à condition d'échapper aux terres basses. Quant au *Montuvio* (15) de la Costa, il continue à se caractériser par une instabilité qui le conduit à se déplacer dans des conditions n'évoquant aucun système logique. A vrai dire, il paraît souvent plus mû par les possibilités d'implantation ultérieure que par le seul niveau des salaires.

L'existence de conflits récents conduit parfois à la mise en quarantaine de certains employeurs. Inversement, beaucoup de patrons (surtout dans l'ancienne zone rizicole, où l'application du décret 1001 fut la plus brutale) refusent de recruter sur place, malgré la présence de nombreux travailleurs locaux, prêts à accepter des rémunérations plus basses que celles qui sont effectivement versées.

Un petit nombre de plantations de la Costa offrent, à certaines périodes de l'année (notamment lors de la *zafra*) des salaires sensiblement plus élevés que la normale. Il en résulte un afflux massif de main-d'œuvre qui dépasse très largement les besoins. Cette situation de force amène parfois les employeurs à ne pas respecter leurs engagements, et la présence massive de candidats-travailleurs sans moyen de subsistance comporte de graves risques d'explosions sociales comme celles qui ont abouti aux massacres d'octobre 1977 à la raffinerie de sucre Aztra.

Enfin, il existe des flux anciens, qui continuent à fonctionner assez indépendamment de l'offre réelle de travail. Par exemple, les mouvements migratoires qui relient la province de Loja à la région de Santo Domingo ont acquis une sorte d'inertie, qui s'explique par l'existence, sur place de structures familiales d'accueil et par l'espoir d'une implantation définitive ultérieure.

Le marché des produits agricoles

L'insuccès dans la mise en place d'un véritable marché des produits agricoles est, avant tout, causé par l'extrême insuffisance de l'amélioration de l'infrastructure routière. Certes, depuis 1960, on a vu apparaître quelques grands axes permanents ; certes, il existe désormais plusieurs voies de pénétration dans le nord-Oriente et l'ébauche d'une transversale nord-sud sur le

(15) Le *Montuvio* est le paysan de la Costa, presque toujours d'origine indigène, mais fortement acculturé depuis plusieurs générations.

flanc oriental de la Cordillère, mais le réseau capillaire entre les grandes mailles demeure totalement insuffisant. Cette situation crée de désastreuses pénuries artificielles, aggravant la situation créée par une production en régression ou en trop faible expansion : le marché national se trouve segmenté en une multitude de marchés locaux, communiquant faiblement entre eux et, pour la plupart, dépourvus de moyens efficaces de stockage.

Ainsi, les marchés locaux demeurent très mal approvisionnés : ils regorgent de certains produits dont les cours chutent alors verticalement, et manquent de tous les autres. Les incroyables disparités de prix qui en résultent sont cependant impuissantes à régulariser l'approvisionnement. Même les grands marchés des métropoles urbaines, les seuls à avoir un peu bénéficié de l'amélioration du réseau routier, sont encore soumis à l'apparition cyclique de pénuries pour les produits de première nécessité (lait, sucre, huile).

Les difficultés de la restructuration agricole et l'évolution économique interne

Le projet de restructuration n'a pas atteint son but, qui était la création d'un nouvel appareil agricole de production, plus moderne, apte à intégrer les impulsions innovatrices émanant de l'Etat, et capable de produire davantage et mieux.

L'amélioration, du moins sur le court terme, est douteuse : le minifundio s'est répandu sans se dissoudre dans un mode de production coopératif, la laborieuse adaptation des grandes exploitations n'a profité qu'à un petit nombre d'entre elles, l'hyper-diversification de l'appareil d'Etat paraît avoir suscité des contradictions au sein de la nouvelle techno-bureaucratie, sans que l'on soit parvenu à un fonctionnement de l'action étatique aussi précisément diversifié qu'on le souhaitait.

On a cependant vu se développer une réelle tendance à la modernisation des systèmes techniques de production, grâce notamment à une action bancaire beaucoup plus efficace, que par le passé (les crédits accordés au secteur agricole ont rapidement augmenté : 1 416 millions de sucres en 1970, 3 923 en 1974, plus de 5 000 en 1977). Les résultats sont cependant bien loin des ambitieux espoirs de 1972. Les performances d'ensemble du secteur agricole ont été mauvaises au cours des dernières années.

Les mauvaises performances d'ensemble du secteur agricole

Le produit agricole brut (PAB)

Il a crû moins rapidement que les autres éléments du produit intérieur brut (PIB) et à peine plus rapidement que la population nationale totale (tableau IV).

TABLEAU IV. — PIB ET PAB, AUX PRIX DU MARCHÉ, EN ÉQUATEUR DE 1965 A 1978

	1965	1970	1975	1978	Variation 1965-1978 (en %)
Population totale	5 237 400	5 961 700	7 063 000	7 812 900	+ 44,3
PIB (en millions de sucres de 1978)	68 159	89 258	144 174	180 377	+ 164,6
PIB/habitant (en sucres de 1978)	13 013	14 971	20 489	23 087	+ 77,4
PAB (en millions de sucres de 1978)	23 309	24 223	31 462	34 952	+ 50,0
PAB/habitant (en sucres de 1978)	4 450	4 063	4 454	4 472	+ 0,5
Part du PAB dans le PIB (%)	34,2	27,1	21,7	19,4	

Source : *Memorias del Gerente del Banco central.*

Dans le détail, la stagnation du PAB recouvre deux phénomènes de sens contraire : une croissance assez rapide des activités pastorales et un déclin des activités spécifiquement agricoles (tableau V).

TABLEAU V. — LES PRINCIPALES COMPOSANTES DU PAB. ÉVOLUTION 1970-1977

	Valeur 1970 (1)	Valeur 1977 (1)	Produit par habitant		Variation 1970/1977 du produit par habitant (en %)
			1970 (2)	1977 (2)	
Agriculture	15 963	16 334	2 678	2 161	- 19,3
Élevage	5 837	13 115	979	1 735	+ 77,2
Pêche, sylviculture	2 423	4 340	406	574	+ 41,4
PAB Total	24 223	33 789	4 063	4 470	+ 10,0

(1) en millions de sucres de 1978

(2) en sucres de 1978

Source : *Memorias del Gerente del Banco central.*

Les données statistiques par produits sont malheureusement contradictoires, et, en attendant une prochaine uniformisation, elles ne permettent guère de comparaisons précises. Il apparaît cependant que les produits agricoles d'exportation (à l'exception de la banane) ont sensiblement mieux résisté que les produits de consommation intérieure courante (riz, pommes de terre, blé) parmi lesquels seul le maïs a manifesté une notable progression, impuissante cependant à satisfaire toute l'augmentation des besoins.

Les exportations agricoles

C'est d'abord à cause du « boom » pétrolier que la part des produits agricoles dans l'ensemble des exportations a diminué (tableau VI). En valeur absolue, exprimée en monnaie constante, les exportations agricoles ont continué à progresser mais à un rythme plus lent que les principales autres rubriques d'exportation (tableau VII).

TABLEAU VI. — ÉVOLUTION DE LA COMPOSITION DES EXPORTATIONS DE 1950 A 1977

	Banane	Café	Cacao	Autres produits agricoles	Total produits agricoles	Produits manufacturés	Pétrole	Autres	Total
1950					82,4	10,4		7,2	100
1955					90,5	8,0		1,5	100
1960					93,3	5,6		1,1	100
1964	60,7	13,2	10,2	5,1	89,2	4,6		6,2	100
1967	51,3	20,0	11,9	4,4	87,6	6,1		6,3	100
1970	53,2	21,5	9,6	4,0	88,3	6,2		5,5	100
1973	29,0	9,2	6,5	3,3	48,0	5,6	39,2	7,2	100
1976	21,1	7,2	4,9	3,0	36,2	9,8	47,8	6,2	100
1977*	11,7	20,7	3,5	3,0	38,9	11,2	34,9	15,0	100

*Estimation.

Source : Annuaires du Commerce extérieur.

TABLEAU VII. — TAUX D'ACCROISSEMENT ANNUEL MOYEN DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES ET DE PRODUITS MANUFACTURÉS (en sucres de 1978) AU COURS DES PÉRIODES 1965-1970, 1970-1975 ET 1975-1977

	Taux d'accroissement annuel moyen des exportations		
	Produits agricoles	Produits manufacturés	Total des exportations
Période 1965-1970	+3,76	+ 7,68	+ 3,88
Période 1970-1975	+0,74	+38,20	+ 30,67
Période 1975-1977	+2,35	+ 45,70	+ 3,83

Source : Annuaires du Commerce extérieur.

Les difficultés rencontrées par les exportations traditionnelles se sont traduites par l'esquisse d'une diversification : depuis 1970 surtout, des produits nouveaux apparaissent dans les rubriques d'exportation, tels le pyrèthre, le thé, l'abaca, les fruits en conserve.

Les importations agricoles

La structure des importations, quant à elle, n'a guère changé jusqu'à 1975 (tableau VIII). Depuis cette date, les estimations confirment la pénurie de certains produits de base comme le blé et l'accroissement sensible de l'importation de machines agricoles et de « produits intermédiaires pour l'agriculture » qui laissent présager la poursuite du mouvement de technification déjà entrepris.

TABLEAU VIII. — STRUCTURE DES IMPORTATIONS
AU COURS DES PÉRIODES 1961-1965, 1966-1970 ET 1971-1975

Catégories d'importations / Période	1961-1965	1966-1970	1971-1975
Biens de consommation non durables	11,3	9,5	7,8
Biens de consommation durables	7,2	5,2	5,1
Matières premières et produits intermédiaires pour l'agriculture	2,0	2,5	3,4
Matières premières pour l'industrie	39,9	34,4	33,6
Biens de capital pour l'industrie	15,5	18,3	23,5
Autres biens de capital	21,9	27,6	24,2
Biens de capital pour l'agriculture	2,2	2,5	2,4
Total	100,0	100,0	100,0

Source : Annuaires du Commerce extérieur.

Les conséquences économiques des mauvaises performances du secteur agricole

L'agriculture est encore l'une des pièces maîtresses de l'économie équatorienne. Ses mauvais résultats ont donc une influence directe sur l'ensemble de l'activité économique. Deux points d'impact, entre autres, paraissent particulièrement importants : la stagnation du revenu agricole réel n'a pas permis l'élargissement du marché intérieur ; l'agriculture a fortement contribué au mouvement inflationniste.

La stagnation du revenu agricole réel

Le sous-emploi de la population rurale tend à devenir chronique. Le phénomène est difficile à mesurer avec précision. Le recensement de 1974 estimait que le nombre de chômeurs complets correspondait à 2,7 % de la population rurale. Par contre, une étude réalisée par PREALC (*Programa regional del Empleo*)

para América latina y el Caribe) concluait que 30 % au moins de la force de travail rural disponible n'était pas utilisée. L'enquête MAG/ORSTOM sur un échantillon de plus de 8 000 exploitations et portant sur l'année 1974 donne à penser que ce chiffre est très sous-estimé (tableau IX).

TABLEAU IX. — EMPLOI DU TEMPS DE LA MAIN-D'ŒUVRE FAMILIALE DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES DU 1^{er} JUILLET 1973 AU 30 JUIN 1974 (en %))

	Temps productif dans l'exploitation	Temps productif hors de l'exploitation	Temps improductif	Temps total*
Sierra	25,2	26,5	48,3	100
Costa	23,6	28,8	47,6	100
Oriente	39,9	22,6	37,5	100
Total Equateur	25,1	27,3	47,6	100

* L'unité de base est la journée de travail (de 6 à 8 heures selon les saisons).
Source : Enquête MAG-ORSTOM, document n° 3, pp. 168-171.

L'exode rural qui résulte de ce sous-emploi chronique est particulièrement sévère. L'« enquête des ménages » de l'INEC (16) estimait que 37,6 % de la population urbaine provenaient directement du secteur rural. Parmi ce groupe, 54,2 % seulement avaient réussi à trouver un emploi. Mais sur 100 ruraux récemment immigrés et exerçant une activité régulière, 65,6 % se livraient à ce qu'il est convenu d'appeler un « petit » métier : commerce ambulancier, artisan n'ayant pas pignon sur rue, prestataire de services personnels, toutes activités qui ne sont que du chômage déguisé.

Tous les pronostics (17) annoncent une aggravation du sous-emploi rural et des migrations temporaires ou définitives qui en résultent, alors que l'économie urbaine ne pourra augmenter ses offres d'emploi qu'avec une extrême lenteur. L'effort de mécanisation des grandes exploitations devrait en effet s'accroître au cours des années à venir, et la crise de l'agriculture de minifundio a des causes structurelles qui ne laissent la place à aucune solution à court terme.

Pourtant, la situation s'est aussi détériorée parmi les salariés agricoles qui perçoivent un revenu régulier. Malgré une forte hausse nominale, le salaire agricole réel (tenant compte des variations subies par l'indice des prix au

(16) Instituto nacional de estadísticas y censos.

(17) Notamment ceux de PREALC, de la Junta nacional de planificación et du Centro de estudios demográficos.

consommateur) est passé, dans la Sierra, de l'indice 100 en 1970 à 97,1 en 1976, après avoir atteint un creux à 75,5 en 1973 (tableau X).

TABLEAU X. — ÉVOLUTION DU SALAIRE AGRICOLE MINIMUM NOMINAL ET RÉEL DANS LA SIERRA ET LA COSTA DE 1970 A 1976 (en sucres/mois)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Salaire agricole minimum nominal							
Sierra	450	450	450	450	600-750	750	960
Costa	600	600	600	600	750-900	900	1 080
Salaire agricole minimum réel*							
Sierra	100	91,4	84,8	75,5	81,6-102,1	89,1	97,1
Costa				non publié			

* Obtenu en corrigeant le salaire nominal en fonction de l'indice des prix au consommateur (indice de Quito pour la Sierra, de base 100 en 1970)

Source : Junta nacional de Planificacion

Par ailleurs, les mécanismes mêmes de la migration temporaire portent atteinte au revenu réel du migrant : ils impliquent, en effet, une baisse sensible de l'auto-consommation et les coûts de déplacement (transport, logement) ne cessent de s'alourdir.

La stagnation du revenu agricole réel est évidemment lourde de conséquences pour l'économie nationale toute entière. D'abord, le marché intérieur n'a pu se développer comme il était souhaité. Les couches inférieures du paysan- nat, les plus nombreuses, n'ont toujours qu'un accès excessivement restreint au marché des produits manufacturés, ce qui limite inexorablement l'éventuel décollage d'une industrie nationale qui doit privilégier le marché extérieur et le Groupe andin. En outre, le marasme qui atteignait les zones déprimées s'est encore accentué, puisque les émigrations y sont plus fortes qu'ailleurs. Ainsi s'aggravent des déséquilibres régionaux qui avaient pourtant attiré l'attention des observateurs dès les années soixante.

La contribution de l'agriculture au mouvement inflationniste

L'un des objectifs majeurs du projet de restructuration de l'agriculture était de maintenir l'offre de produits agricoles à un niveau élevé afin de freiner la hausse des prix des denrées de première nécessité (18). Le tableau XI démontre à quel point ce projet a échoué.

(18) Cf. Junta nacional de planificación, *Lineamientos fundamentales del Plan Integral de Transformación y Desarrollo (1973-1977)*. 2da parte. *Metas globales de la economía para el quinquenio*, Quito, JNP, 1972, s.p.

TABLEAU XI. — INDICE DES PRIX AU CONSOMMATEUR POUR LES PRODUITS
DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ. ÉVOLUTION DE 1965 A 1977 (base 100 en 1970)

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
1.	80,4	83,4	87,4	90,0	94,7	100,0	109,4	117,9	132,4	163,2	186,9	206,6
2.	77,3	81,1	86,3	89,6	96,6	100,0	107,8	119,0	139,8	184,4	215,1	236,4
3.	85,8	88,2	89,9	91,7	93,3	100,0	111,1	118,2	125,7	141,6	161,1	180,8
4.	81,3	84,6	84,3	85,4	90,8	100,0	112,8	120,3	133,1	161,3	187,2	208,8

1. Indice général des prix au consommateur (calculé de 1965 à 1968 d'après les chiffres de Quito et Guayaquil, après 1968 d'après les chiffres de Quito, Guayaquil et Cuenca).

2. Indice de la rubrique «Alimentation et boissons».

3. Indice de la rubrique «Logement».

4. Indice de la rubrique «Vêtements».

Source : *Memorias del Gerente del Banco central.*

Ainsi, malgré de sévères contrôles gouvernementaux, les prix des denrées alimentaires ont triplé en onze ans, ce qui dépasse largement les autres hausses de prix.

Le processus inflationniste, dans son ensemble a des causes très diverses. Parmi les plus importantes, il convient de citer la diffusion des revenus pétroliers confrontés à une offre rigide, l'augmentation accélérée des dépenses publiques et la dépendance persistante de l'économie équatorienne à l'égard du marché mondial, en prise directe, par conséquent, sur le marché mondial.

Les mauvaises performances d'ensemble de l'agriculture ont aussi sévèrement aggravé les pressions inflationnistes.

Tout d'abord, on a pu constater un changement significatif dans la nature de la consommation alimentaire : la montée des classes moyennes urbaines, bureaucratie en particulier, a suscité une augmentation sensible de la consommation de produits jusqu'alors réservés à l'élite : viande, fromages, produits laitiers. Confrontée à une demande solvable, l'offre s'adapte, mais avec un temps de retard qui justifie une tendance fortement ascendante des prix.

Par ailleurs, la consommation courante des prolétaires et sous-prolétaires urbains n'a cessé d'augmenter sous sa forme monétaire du fait des migrations et de la rupture des liens entre la nouvelle population urbaine et ses racines rurales : l'auto-consommation régresse et les consommateurs les plus humbles sont contraints de passer par le marché. Cette demande est peu solvable et les prix sont maintenus artificiellement bas par les pouvoirs publics, de sorte que les producteurs préfèrent changer d'activité ou se livrer à la contrebande vers les pays voisins (pommes de terre et blé vers la Colombie, bétail vers le Pérou). A la longue, les pouvoirs publics consentent quelques hausses de prix insuffisantes pour servir d'incitation aux producteurs, mais suffisantes pour porter atteinte au pouvoir d'achat des plus défavorisés, puisque la hausse des salaires ne suit qu'avec plusieurs temps de retard. Il n'est donc pas possible, pour la masse des consommateurs, d'acquérir les produits manufacturés que commencent à offrir sur le marché les industries nationales récemment créées. Celles-ci, sans véritable débouché, et confrontées à la hausse des coûts provoquée par la hausse, pourtant modeste, des salaires, se trouvent progressivement asphyxiées.

Restructuration inachevée et nouvelles dynamiques

Le projet de restructuration de l'agriculture n'a pas atteint son but, le marché intérieur a conservé une dimension trop restreinte pour permettre le développement d'une industrie nationale, la spirale inflationniste s'est accélérée. Il faut pourtant nuancer le pessimisme qui pourrait naître du simple rapprochement entre objectifs exprimés vers 1972 et résultats actuels.

En premier lieu, de nombreux observateurs pensent qu'un relatif redressement de l'agriculture équatorienne devrait apparaître au début des années 1980. Le potentiel technologique actuellement en place, même sous-utilisé, devrait permettre de meilleurs résultats. L'actuel creux de vague peut s'expliquer notamment par le cumul de divers facteurs temporairement négatifs, liés à l'échec de la réforme agraire : beaucoup de grandes exploitations, par peur du lendemain, hésitent encore à investir dans l'agriculture, les petites et moyennes exploitations qui seront viables dans l'avenir n'ont pas encore achevé les mutations internes qui s'imposent, l'agriculture minifundiaire de pente se survit misérablement à elle-même, car beaucoup de petits paysans repoussent désespérément le moment de leur prolétarianisation totale. Mais pour la plupart des entreprises dynamiques, la période d'adaptation et de flottement paraît toucher à son terme, les crédits bancaires permettent de continuer à améliorer l'équipement, les nouvelles formes d'utilisation de la main-d'œuvre sont désormais rodées, les prix à la production deviennent plus rémunérateurs au moins pour la viande et les produits laitiers.

En second lieu, une nouvelle dynamique sociale complexe et puissante s'est mise en place à la faveur des mutations qui ont suivi la réalisation du plan de restructuration. On en mesure encore mal toutes les implications, mais elle paraît s'articuler autour de trois points principaux :

— le mouvement coopératif suscité par la réforme agraire n'a guère eu d'effet direct au niveau des rapports de production, mais il a par contre suscité des changements décisifs en favorisant l'apparition d'une conscience paysanne de classe : des syndicats paysans se sont structurés, ont multiplié les actions concrètes, créant peu à peu un rapport de force qu'il aurait été difficile d'imaginer il y a une vingtaine d'années dans un pays aux mentalités féodales ; de plus en plus, la classe paysanne pèsera, en tant que telle, sur le contenu des futures transformations ;

— l'ancienne mentalité du *gamonal*, le latifundiste absentéiste et rentier, qui paraissait si profondément ancrée dans le paysage social rural, est, en quelques années, passée au rang d'archaïsme ; tous les grands propriétaires ne sont certes pas encore des entrepreneurs capitalistes dynamiques, mais les conditions sont remplies pour que la sélection naturelle accélère l'évolution des mentalités ;

— bien que son rôle soit très contesté et bien que les revenus du pétrole apparaissent désormais beaucoup plus limités qu'on ne l'espérait, l'Etat équatorien dispose aujourd'hui de moyens réellement considérables pour peser sur le destin économique national. Le problème est désormais de savoir quel degré d'autonomie il pourra conserver dans l'avenir par rapport aux groupes traditionnels qui n'accepteront sans doute pas indéfiniment leur relative mise à l'écart.

ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

- PRONAREG/ORSTOM, *Diagnostico socio-económico del medio rural ecuatoriano*, 15 vol. publiés en 1978 et 1979, PRONAREG, departamento de socio-economía, Quito.
- MANUEL ARIAS B., *Estructura agraria del Ecuador. Estadística comparativa de la situación en 1954 y 1968*, JNP, Quito, 1972.
- INEC/MAG, *Censo agropecuario 1974. Resultados provisionales. Distribución de la tierra*, resumen nacional, Quito, 1978.
- COLLIN-DELAUVAUD Claude, « Dix années de politique équatorienne (1966-1976), *Problèmes d'Amérique latine* XLI, *Notes et études documentaires* n° 4316-4317-4318, 27 septembre 1976, pp. 6-68.
- VERDUGA Cesar, *Política económica y desarrollo capitalista en el Ecuador contemporáneo : una interpretación*, ed. Escuela de Sociología, n° 3, Universidad Central, Quito, 1977.
- VERDUGA Cesar, COSSE Gustavo, « El Estado y el Agro en el caso ecuatoriano (Reflexiones sobre una investigación) », FLACSO, Quito, 1977 ; in *Revista mexicana de sociología*, vol. 40, 3/78.